



Informations du Guatemala

1ère année / N°48

du 26 novembre au 2 décembre 1983

POLITIQUE

Les déclarations de Ikle
Le Guatemala achète des pièces détachées pour ses hélicoptères
Le Guatemala exclu du plan du bassin de la Caraïbe
L'ambassadeur rappelé pour une consultation
Un autre employé de l'AID enlevé
Un chef militaire : nous avons suffisamment d'armes
La démocratie chrétienne critique le régime
Une dictature déguisée en démocratie
Toujours des rumeurs au sujet d'un coup d'Etat
L'extrême-droite critique la politique étrangère du gouvernement
L'Eglise rejette les accusations du gouvernement

ECONOMIE

Prêt du FMI
La plus grave crise économique de l'histoire
Le budget diminue et les dépenses de la Défense augmentent
L'industrie est paralysée
Chômage : 68% en janvier

INSURRECTION

Les insurgés encerclent un détachement militaire

DROITS DE L'HOMME

57 victimes en 6 jours
L'ancien recteur de l'université assassiné
Le gouvernement rejette les accusations
Les sentences prononcées par les tribunaux spéciaux sont confirmées
Les disparus avaient des problèmes avec les gouvernements précédents
Agression contre l'université
Vendetta policière

POLITIQUE

LES DECLARATIONS DE IKLE

Les abus commis par le gouvernement guatémaltèque constituent un sérieux obstacle à l'amélioration des relations entre les Etats-Unis et le Guatemala, a déclaré dans le courant de la dernière semaine de novembre Frédérick Ikle, sous-secrétaire de la Défense du gouvernement nord-américain.

Ikle, qui s'est récemment rendu au Guatemala, a indiqué au "News Day" que l'on soupçonne les forces de l'ordre d'être responsables de l'augmentation de la violence dans le pays.

Le Congrès de son pays a voté une restriction de 13,5 millions de dollars à l'aide fournie au Guatemala pour protester contre l'augmentation de la violence politique à l'égard des civils.

Selon "News Day", l'ambassade des Etats-Unis au Guatemala a enregistré 220 assassinats commis au cours du mois d'octobre. En août dernier, lorsque le général Mejia Victores a accédé au pouvoir, le nombre des assassinats s'élevait à 98.

LE GUATEMALA ACHETE DES PIECES DETACHEES POUR SES HELICOPTERES

Le général Mejia Victores, chef de l'Etat, a annoncé le 1er décembre qu'un traité de vente avait été conclu avec les Etats-Unis. Il concerne l'achat par le Guatemala de pièces détachées pour les hélicoptères militaires, d'une valeur de 2 millions de dollars.

Le 20 novembre, les responsables du département d'Etat avaient déclaré à l'agence Associated Press que le gouvernement du président Reagan retardait les négociations en raison de l'augmentation de la violation des droits de l'homme au Guatemala, qui a notamment affecté des employés d'institutions financées par les Etats-Unis.

LE GUATEMALA EXCLU DU PLAN DU BASSIN DE LA CARAIBE

Le 1er décembre, le colonel Leonardo Figueroa Villate, ministre des Finances, a officiellement fait part de la décision des Etats-Unis d'exclure le Guatemala du plan de développement du bassin de la Caraïbe. "Nous espérons en faire partie un jour".

Le programme en question, qui comprend un traité de relations préférentielles entre les Etats-Unis et les pays de la région, sera mis en place en janvier 1984 pour une durée de 10 ans.

Le 30 novembre, le président Ronald Reagan a affirmé que 11 pays de la région présentent les caractéristiques nécessaires pour bénéficier du plan. Le Guatemala ne fait pas partie des pays cités.

L'AMBASSADEUR RAPPELE POUR UNE CONSULTATION

Selon le journal nord-américain "News Day", les relations entre les Etats-Unis et le Guatemala se sont encore dégradées ; en effet, l'administration Reagan a donné l'ordre à son ambassadeur dans le pays de retarder son retour au Guatemala.

Chapin avait été rappelé à Washington pour une consultation et sa mission suspendue, ceci en représailles contre le régime guatémaltèque.

Selon les déclarations du 30 novembre du ministre des Relations Extérieures Fernando Andrade Diaz Duran, le gouvernement guatémaltèque n'a pas été informé par le département d'Etat du retrait de Chapin. "Tout changement devra nous être notifié par les canaux officiels". L'ambassadeur "continuera sa mission", a-t-il ajouté.

UN AUTRE EMPLOYE DE L'AID ENLEVE

La famille d'un employé de l'Agence Internationale pour le Développement (AID) a dénoncé son enlèvement par les forces de l'ordre au début de la seconde quinzaine de novembre.

Herminio Edelfo Ramon Perez, 24 ans, responsable du secteur social de l'AID, a été violemment contraint de sortir de sa maison, située dans le village Los Corrales, dans le département du Quetzaltenango (Ouest du pays).

Cet enlèvement porte à 4 le nombre d'employés de l'AID assassinés et/ou enlevés depuis le début de l'année.

UN CHEF MILITAIRE : NOUS AVONS SUFFISAMMENT D'ARMES

"Nous pouvons continuer à nous battre avec les armes que nous avons, comme nous l'avons toujours fait ; en outre, l'armée a sa propre usine d'armes et de munitions", a déclaré le 2 novembre le colonel Rodolfo Lobos Zamora, chef de l'état-major de l'armée, faisant allusion à la suspension de l'aide militaire nord-américaine.

Ce même jour, le colonel Pablo Nuila Hub, secrétaire des Relations Publiques de la présidence, a déclaré que si les Etats-Unis ne vendaient pas de pièces détachées au Guatemala, le pays les rechercherait sur d'autres marchés. De même que le colonel Lobos Zamora, il a souligné que l'armée guatémaltèque avait assez d'armes pour lutter contre l'insurrection.

LA DEMOCRATIE CHRETIENNE CRITIQUE LE REGIME

La responsabilité des forces de l'ordre dans la violation des droits de l'homme, la détérioration du pouvoir politique et l'incertitude face à "l'ouverture démocratique constituent les principaux points abordés par la Démocratie Chrétienne Guatémaltèque (DCG) dans une lettre ouverte adressée le 30 novembre au régime militaire.

Selon la DCG, le contrôle absolu de l'armée gouvernementale a entraîné l'apparition de groupes armés. "Le gouvernement actuel, issu de deux coups d'Etat, reflète la crise que le pays traverse et la lutte interne au sein de l'armée pour le pouvoir".

Se référant à l'ouverture démocratique proposée par le gouvernement, le document affirme que, plus qu'à un retour à l'ordre constitutionnel, on assiste à une intensification du contrôle des citoyens.

UNE DICTATURE DEGUISEE EN DEMOCRATIE

Plusieurs secteurs de la vie nationale se sont élevés le 26 novembre contre l'augmentation de la répression et l'aggravation du caractère dictatorial et militaire du régime.

Selon le journal radiophonique "Guatemala Flash", "les enlèvements en masse se multiplient, des cadavres apparaissent ici et là, les cas de disparitions abon-

dent, de même que les attentats sacrilèges".

Jorge Carpio Nicolle, propriétaire d'un journal et dirigeant du groupe politique Union du Centre National (centre droite) a affirmé : "On dit qu'au Guatemala la démocratie lutte contre la gauche, mais ce n'est pas cela. En réalité, il n'y a pas de démocratie ici, mais une dictature déguisée en démocratie".

"On ne peut prétendre que le Guatemala soit sur la voie de la démocratisation tant que nous tentons de résoudre les problèmes qui se posent par la force", a déclaré le Docteur Meyer, recteur de l'université nationale.

Monseigneur Ramiro Pellecer Samayoa, vicaire capitulaire de l'archidiocèse du Guatemala, a déclaré à son retour de Rome que le Pape Jean Paul II "est très préoccupé par la situation du Guatemala".

TOUJOURS DES RUMEURS AU SUJET D'UN COUP D'ETAT

Le journal "Prensa Libre" a mis en garde le 26 novembre contre l'éventualité d'un nouveau coup d'Etat, fomenté par des responsables militaires et des dirigeants politiques conservateurs.

"Prensa Libre", qui s'appuie sur des déclarations émanant du secteur privé, a désigné comme principaux conspirateurs : l'ex-président Carlos Arana Osorio (1970-1974), le général Hector Mario Lopez Fuentes, destitué il y a un mois de la direction de l'état-major de l'armée et les politiciens anti-communistes Leonel Sisniega Otero et Hector Aragon Quinonez. Selon le journal, ces quatre personnes se sont réunies plusieurs fois, dans le pays comme à l'étranger.

Aucune arrestation n'a eu lieu jusqu'à présent, et les personnalités mises en question nient les accusations. Cependant, Sisniega Otero a été convoqué au Palais le 28 novembre, où il a été reçu par le colonel Juan Marroquin, chef de l'état-major de la présidence.

Le lieutenant-colonel Edgar D'Jalma Dominguez, chef des Relations Publiques de l'armée, a déclaré le 23 novembre : "Le voyage du chef de l'Etat, le général Mejia Victores, en Argentine constitue la preuve évidente de la confiance qu'il a en l'armée et dément les accusations de certains hommes politiques qui essaient de nous impliquer dans des coups d'Etat fictifs".

L'EXTRÊME DROITE CRITIQUE LA POLITIQUE ETRANGERE DU GOUVERNEMENT

L'architecte Federico Fahsen Ortega a été nommé ambassadeur du Guatemala aux Etats-Unis le 24 novembre.

La nomination du nouvel ambassadeur a suscité les critiques du Mouvement de Libération Nationale (MLN, parti conservateur), qui, dans un communiqué de presse, rend le régime actuel responsable de la suspension de l'aide économique nord-américaine.

Le MLN "en appelle à la réflexion du gouvernement transitoire du général Mejia Victores pour qu'il considère posément la nomination du nouvel ambassadeur à Washington, qui aura en ses mains la politique étrangère du pays".

D'autre part, dans un communiqué du 23 novembre, le MLN a annoncé que son principal dirigeant, Mario Sandoval Alarcon, s'est rendu au Etats-Unis. Il est invité par des organisations anti-communistes pour participer à des réunions sur "les dernières tactiques du communisme en Amérique Latine".

L'EGLISE REJETTE LES ACCUSATIONS DU GOUVERNEMENT

Le 28 novembre, la hiérarchie catholique du Guatemala a rejeté les récentes accusations des responsables gouvernementaux selon lesquelles les évêques, au cours de leur voyage à Rome, auraient eu une attitude anti-patriotique. Ils avaient commenté la situation des droits de l'homme dans le pays.

"On ne peut occulter la violence et nous n'avons que confirmé une situation de fait, que tout le monde connaît", a déclaré le président de la conférence épiscopale guatémaltèque, Monseigneur Prospero Penados Del Barrio.

ECONOMIE

PRET DU FMI

Le 29 novembre, le département des relations publiques de la Banque du Guatemala a annoncé que le Fonds Monétaire International avait anticipé le second versement de 13,4 millions de dollars, destiné à la Banque du Guatemala. Ce prêt sera consacré à appuyer le programme de redressement économique et financier de la balance des paiements.

Le second versement du prêt (120 millions de dollars au total) devait avoir lieu le 15 décembre.

En octobre dernier, on avait officieusement assuré que le FMI avait congelé le prêt, car le gouvernement n'avait pas respecté les mesures visant le renforcement de la balance des paiements.

LA PLUS GRAVE CRISE ECONOMIQUE DE L'HISTOIRE

Le Guatemala traverse la crise économique la plus grave de son histoire et le gouvernement militaire n'est pas préparé à faire face aux problèmes aigus que connaît le pays, a déclaré le 23 novembre Jorge Gonzalez Del Valle, dirigeant du comité politique le Front Civique Démocratique.

Selon Del Valle, président de la Banque du Guatemala sous le régime de Rios Montt, le produit national brut a diminué de 3,5% ces 12 derniers mois, "ce qui représente une diminution très importante, qui vient s'ajouter à celle de l'année précédente.

LE BUDGET DIMINUE ET LES DEPENSES DE LA DEFENSE AUGMENTENT

D'après le ministre des Finances, le colonel Leonardo Figueroa Villate, le budget général des dépenses de la nation pour l'année à venir sera approuvé la semaine prochaine ; il s'élève à 1 milliard 354 millions de quetzales (dollars).

Début novembre, le ministre avait annoncé que le budget serait de 1 milliard 339 millions ; au milieu du mois, une réduction de 222 millions était annoncée.

Bien que le budget prévu soit légèrement inférieur au précédent, il prévoit une augmentation des budgets de la Défense et de l'Intérieur, ainsi que le général Mejia Victores l'avait annoncé.

L'INDUSTRIE EST PARALYSEE

Dans un communiqué diffusé le 30 novembre, la Chambre de l'Industrie du

Guatemala (CIG), a annoncé que les complexes industriels du pays suspendraient leurs activités en janvier 1984 si le gouvernement ne modifie pas les récentes dispositions "unilatérales" relatives à la restriction de l'exportation des produits en Amérique Centrale, "ce qui affecte directement le développement de l'activité économique de ce secteur".

Le 7 novembre, le régime avait dicté des mesures restreignant l'exportation des produits industriels vers le Nicaragua ; cette décision avait été considérée par les milieux politiques comme un pas de plus vers l'isolement économique de ce pays ; elle affecte aussi l'industrie guatémaltèque.

D'autres branches du secteur privé, comme la Construction et le Commerce, soulignent, dans leurs déclarations et communiqués des dernières semaines, la responsabilité du gouvernement dans la crise que traverse le pays.

CHOMAGE : 68% EN JANVIER

Selon les déclarations faites le 29 novembre par Carlos Padilla Natareno, ministre du Travail, 68% de la population active sera au chômage en janvier 84. "Il y aura en janvier 1.503.065 chômeurs, et très peu d'entre eux trouveront un travail d'appoint", a affirmé le ministre.

D'après de récentes données de la Banque du Guatemala, la population active du pays s'élève à 2,2 millions de personnes. En octobre, le secrétariat à la planification économique du pays estimait à 43% le taux de chômage dans le pays.

INSURRECTION

LES INSURGES ENCERCLENT UN DETACHEMENT MILITAIRE

Le 1er décembre, au cours d'un affrontement armé dans le département de San Marcos (Ouest du pays), l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) a infligé 5 pertes (morts et blessés) à l'armée.

Dans un communiqué diffusé le 2, l'ORPA, l'une des organisations intégrant l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG), a fait savoir que ses forces avaient assiégé et mitraillé durant deux heures et demie un détachement militaire qui se trouvait dans la centrale électrique Los Arcos del Porvenir de la municipalité de San Pablo.

Les insurgés ont attaqué les troupes défendant le détachement et se sont retirés comme ils l'avaient prévu. Au cours de l'opération, caractérisée par la violence des combats et l'intensité des tirs, un des insurgés a été gravement blessé.

DROITS DE L'HOMME

57 VICTIMES EN 6 JOURS

Selon les données fournies par la presse et les organismes d'assistance, 57 personnes au moins ont été victimes de la violence officielle entre les 24 et 30 novembre.

19 personnes ont été assassinées, 23 blessées et 15 portées disparues en différents points du pays.

Le 28 novembre, les forces de l'ordre ont ouvert le feu à deux reprises dans des quartiers centraux de la capitale. 3 personnes ont été tuées, 16 blessées et plusieurs véhicules endommagés.

L'ANCIEN RECTEUR DE L'UNIVERSITE ASSASSINE

Leonel Carrillo Reeves, l'ancien recteur de l'Université de San Carlos (USAC), a été assassiné le 25 novembre devant les professeurs et les étudiants sur le parking de la faculté de pharmacie de l'USAC.

Les universitaires et la famille de la victime accusent les forces de l'ordre.

Selon les données fournies par le secrétariat de l'université, 51 enseignants et étudiants ont été assassinés, arrêtés ou portés disparus depuis le début de l'année.

Dans un communiqué diffusé le 27 novembre, l'archidiocèse du Guatemala signale la "préoccupation" de l'Eglise catholique au sujet de l'augmentation de la violence dans le pays. Le communiqué condamne l'assassinat de l'ex-recteur, demande l'arrêt de ces actes sanglants et fait appel au bon sens des auteurs de ces actes, "qui conduisent le pays au bord d'un précipice de destruction et de mort".

LE GOUVERNEMENT REJETTE LES ACCUSATIONS

"Je suis préoccupé par le fait que, alors que l'on affirme faire des efforts pour contenir la vague de violence, il y a toujours des enlèvements et des assassinats dans tous le pays ; le gouvernement m'a assuré de ses efforts pour contenir la violence, mais il faudrait qu'il mette ses désirs en pratique", a déclaré le 28 novembre le vicomte Colville de Culross, rapporteur spécial de l'ONU, désigné pour enquêter sur les droits de l'homme au Guatemala.

Avant ces déclarations, le ministre des Relations Extérieures, Fernando Andrade, avait assuré que le rapport de Culross à l'ONU serait "favorable au gouvernement guatémaltèque".

Néanmoins, le sous-secrétaire de presse du gouvernement, Ramon Zelada Carrillo, a déclaré le 29 novembre que le régime militaire "n'accorde aucune importance à ce que le vicomte de Colville peut rapporter devant l'Organisation des Nations Unies sur le Guatemala".

Ce même jour, Fernando Andrade a rejeté une condamnation du gouvernement guatémaltèque, émise récemment par l'Internationale Socialiste. "Bien que je ne connaisse pas le texte des accusations, je les rejette, car on mène une campagne de discrédit contre notre pays".

LES SENTENCES PRONONCEES PAR LES TRIBUNAUX SPECIAUX SONT CONFIRMEEES

Mario Alberto Tejada Buscayrol, l'une des 100 personnes condamnées par les tribunaux spéciaux à des peines allant de 15 à 30 ans de prison, a déclaré le 29 avoir subi des tortures physiques et psychologiques lors de sa détention. Ces tortures lui ont été infligées par les agents des différentes institutions de sécurité de l'Etat, notamment le département d'enquêtes et la brigade d'opérations spéciales de la police nationale.

Tejada Buscayol a déclaré avoir été enlevé en même temps que son épouse et un paysan dénommé Juan (porté disparu jusqu'à présent). Il a été torturé dans les locaux du gouvernement, notamment le Palais National.

La Cour Suprême de Justice a rejeté le recours en grâce déposé par les époux Tejada et confirmé la sentence des tribunaux spéciaux qui les condamne à 19 et 21 ans de prison. Selon leur avocat et l'association des avocats, leur procès constitue une violation de toutes les procédures juridiques modernes.

L'association des avocats du Guatemala a récemment sollicité du chef de l'Etat la révision de tous les procès instruits par les tribunaux spéciaux. Ces tribunaux fonctionnaient sous le régime du général Rios Montt.

LES DISPARUS AVAIENT DES PROBLEMES AVEC LES GOUVERNEMENTS PRECEDENTS

"Toutes les personnes qui ont malheureusement disparu par le passé ont eu un certain genre de problèmes avec les gouvernements précédents", a admis le 30 novembre le colonel Pablo Nuila Hub, secrétaire des relations publiques de la présidence.

Les déclarations de Nuila Hub admettent implicitement la responsabilité officielle dans les cas de disparition, disparitions qui, selon la Fédération latino-américaine des associations des familles des disparus atteignent le chiffre de 35.000 ces dernières années.

AGRESSION CONTRE L'UNIVERSITE

Le Docteur Eduardo Meyer, recteur de l'Université de San Carlos, a déclaré avoir reçu des menaces de mort.

Le Conseil Supérieur de l'Université, dans un communiqué célébrant le 39^e anniversaire de l'autonomie de l'université, a demandé aux autorités de mettre un terme aux actes sanglants qui ont affecté l'université et qui l'ont plongée dans le deuil collectif.

L'Association des Etudiants de l'Université (AEU) a dénoncé la présence des forces de l'ordre, en uniforme ou en civil, sur le campus universitaire, ce qui constitue une violation de l'autonomie universitaire.

VENDETTA POLICIERE

Trois responsables de la police, un sergent et deux agents, ainsi qu'une femme et un enfant de 11 mois ont été enlevés par les forces de sécurité du gouvernement. Leur familles, qui ont dénoncé les faits, ont porté plainte contre 12 hauts fonctionnaires de la police.

Les familles des séquestrés ont déclaré avoir été menacées par les forces du gouvernement et assuré que les tribunaux ne sont pas intervenus par crainte de représailles.

Bernardino Guerra Castillo, frère de l'une des victimes, raconte que Cipriano Guerra Castillo, ses 3 gardes du corps, son épouse Delia Marina Garcia Lopez et son fils ont été enlevés devant une guérite de la police à la mi-novembre. Il assure en outre que le petit Alejandro Cipriano, 11 mois, a été rendu par la police après avoir été torturé : "On lui a planté des aiguilles dans les jambes".